

*Initiatives ministérielles*

La situation financière du gouvernement fédéral est directement liée à celle de l'économie. J'aimerais toucher un mot sur l'évolution qu'a connue notre économie depuis la présentation du dernier budget.

En février dernier, le budget prévoyait un ralentissement économique dû aux taux d'intérêt élevés qui perturbaient également l'économie américaine. Malheureusement ce ralentissement s'est produit beaucoup plus tôt que prévu. Aujourd'hui, il semble toutefois que nous soyons sur la bonne voie. L'économie des États-Unis se prépare à une expansion modérée en 1996 et au-delà, croissance qui contribuera directement à celle du Canada.

Dans notre pays, les taux d'intérêt baissent. Ils ont diminué de presque 2,5 points de pourcentage par rapport aux sommets atteints au début de 1995. Cela contribue non seulement à susciter la confiance des consommateurs et des entreprises et à encourager l'investissement, mais également à alléger le coût du service de la dette.

Autre signe avant-coureur d'une relance de la croissance, la compétitivité de nos coûts par rapport à ceux des États-Unis continue de remonter fortement. Elle est actuellement la meilleure que nous ayons connue depuis les 45 années que nous tenons des données sur cette question. À son tour, notre balance commerciale, soit nos exportations par rapport à nos importations, se situait à 34,6 milliards de dollars en septembre, un niveau sans précédent.

Comme nous pouvons le constater, nos assises économiques sont solides, mais le ministre des Finances a prévenu notre comité et nous tous que le défi consiste à en préserver la solidité et à prendre les autres mesures budgétaires pour que cette solidité se traduise par des emplois plus nombreux pour les Canadiens. Cela nous amène au défi financier et à la relation qui existe entre la dette publique et l'économie.

Il y a vingt ans, le ratio de la dette publique au PIB se situait à 19 p. 100; il y a deux ans, il était passé à 50 p. 100 et, aujourd'hui, il se rapproche de 75 p. 100. Cela n'est pas simplement attribuable aux dépenses excessives de l'État. La nature même du ratio est la relation entre deux variables. Le ratio de la dette au PIB révèle les deux choses sur lesquelles nous croyons très fermement que nous devons nous concentrer. L'une consiste à maîtriser fortement nos dépenses. L'autre est la nécessité de maximiser le potentiel du pays, sa productivité, sa capacité de croître et de créer des emplois.

Je suis d'accord avec le ministre des Finances. Notre stratégie doit reposer sur la synergie. Ni la croissance ni la réduction du déficit ne suffisent à elles seules, mais ensemble, elles peuvent donner des résultats.

• (1135)

Cela m'amène au cœur de notre approche, qui consiste à réduire régulièrement le déficit en fonction d'objectifs pour deux ans. Selon moi, cela n'enlève rien à l'engagement que nous avons pris d'éliminer complètement le déficit en fin de compte. Il s'agit plutôt d'une stratégie crédible pour nous assurer d'atteindre les objectifs visés sans pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain. Bien entendu, nous pourrions alléger davantage notre fardeau, tout comme il est possible d'alléger une automobi-

le en jetant le moteur ou en enlevant les freins, mais cela ne nous conduirait probablement pas là où nous voulons aller.

Notre gouvernement sait où il s'en va: vers la réalisation des objectifs que les Canadiens nous ont fixés, c'est-à-dire réduire le déficit avec fermeté et régularité, en utilisant des moyens qui soutiennent et favorisent la croissance économique. C'est ce que nous faisons.

En 1996-1997, sitôt que nous aurons atteint notre objectif intermédiaire d'un déficit égal à 3 p. 100 du PIB, nous devons alors relever le prochain défi qui consiste à s'assurer que ce ratio continue de baisser, année après année, cycle après cycle.

C'est ainsi que nous pourrions créer davantage d'emplois. Nous jouirons alors d'une plus grande souveraineté économique en nous libérant de l'emprise des prêteurs étrangers. C'est pourquoi notre gouvernement s'est lancé dans une lutte sans précédent dans notre histoire contre le déficit fédéral.

Dans le budget de 1994, nous avons pris des mesures pour réaliser des économies de 20 milliards de dollars sur trois ans. Dans celui de 1995, nous avons adopté des mesures encore plus strictes pour parvenir à d'autres économies budgétaires de 29 milliards de dollars. Dans ces deux budgets, il s'agissait, dans la grande majorité des cas, de réduire nos dépenses.

Les résultats se font déjà sentir. Le mois dernier, le ministre des Finances a annoncé que le déficit pour notre première année au pouvoir était de 37,5 milliards de dollars, soit 2,2 milliards de dollars de moins que l'objectif établi dans notre premier budget et 4,5 milliards de dollars de moins que l'année précédente.

En 1993-1994, le déficit représentait 5,9 p. 100 du PIB. L'année dernière, cette proportion a baissé à 5 p. 100. Cette année, le déficit ne représentera plus que 4,2 p. 100 du PIB avant d'atteindre 3 p. 100 en 1996-1997.

Pour maintenir ces progrès, le ministre des Finances a annoncé la semaine dernière qu'il allait ramener le déficit pour 1997-1998 à 2 p. 100 du PIB. On estime que cela représente environ 17 milliards de dollars. Cela signifie que nous aurons réduit le déficit de l'année dernière de plus de la moitié et que le ratio de la dette sur le PIB sera en baisse également.

De plus, cela veut dire que les nouveaux besoins d'emprunts du gouvernement sur les marchés du crédit cette année-là, ce qui est la façon pour de nombreux autres gouvernements, y compris celui des États-Unis, de calculer leur déficit, seront inférieurs à 7 milliards de dollars, à 1 p. 100 du PIB. En d'autres termes, d'ici 1997-1998, le niveau des nouveaux besoins d'emprunts par rapport à la taille de notre économie sera au plus bas depuis 1969.

J'ai insisté sur les mesures que nous prenons du côté des dépenses de l'équilibre financier, mais je ferai remarquer que nous pourrions aussi repenser le gouvernement et ses programmes de manière à encourager la création d'emplois et la croissance. Les emplois, la croissance et les recettes qui en résulteront nous aideront au bout du compte à éliminer le déficit.

C'est pourquoi nous avons apporté au programme d'assurance-chômage les modifications les plus marquées depuis 25 ans, afin qu'il corresponde mieux aux réalités du marché de la main-d'œuvre des années 90. C'est aussi pourquoi nous invitons les petites entreprises à investir et à embaucher, en allégeant le fardeau de la réglementation et en facilitant leur accès aux